

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 5 JUIN 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 26 mai 2023, le Conseil municipal s'est réuni le lundi 5 juin 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Brigitte LIMODIN, Umus PERRONE, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Nathalie ROMANET

Thomas GIRARD

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les agents des services techniques sont amenés à conduire des véhicules et des engins, dans le cadre de leur fonction, nécessitant d'être titulaire du permis poids lourd.

Qu'il convient dans un souci de bon fonctionnement des services, notamment le service de viabilité hivernale, et pour combler au manque d'agents titulaires d'un permis poids lourd, de prendre en charge le coût d'obtention du permis poids lourd pour les agents.

Les modalités d'obtention du permis poids lourd sont :

- une formation de 35 heures de cours de code de la route et de 105 heures de cours de conduite.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée les modalités suivantes de prise en charge des permis poids lourds pour un agent :

- prise en charge à hauteur de 50 % du coût de la formation théorique et pratique,
- et obtention du permis poids lourds.

La dépense nécessaire à cette formation sera imputée à l'article 6184 « versement à des organismes de formation ».

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** la participation de la commune à hauteur de 50 %,
- **FIXE** cette participation sous réussite du permis poids lourds,
- **FIXE** cette participation avec la facture acquittée.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

The image shows a blue circular official stamp of the Mayor of Nantua. The stamp contains the text 'MAIRE DE NANTUA' at the top and 'AIN' at the bottom, with a central emblem. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Jean-Pascal THOMASSET'. A long horizontal line is drawn below the signature.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.